

# CHAPITRE 3. LA FRANCE ET LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ÉTATS PAR LA GUERRE ET LA DIPLOMATIE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>17</b>
<b>I. LA PARTICIPATION DU SECOND EMPIRE À LA MARCHÉ VERS L'UNITÉ ITALIENNE.....</b>	<b>17</b>
A. LA GUERRE CONTRE L'AUTRICHE OFFRE LA LOMBARDIE AU ROYAUME DE PIÉMONT-SARDAIGNE... ET NICE ET LA SAVOIE À LA FRANCE.....	17
B. L'ACHÈVEMENT DE L'UNITÉ ITALIENNE ET SES LIMITES.....	18
C. L'UNIFICATION ITALIENNE EST AUSSI UNE QUESTION DE POLITIQUE INTÉRIEURE FRANÇAISE .....	18
<b>II. LA GUERRE DE 1870 ENTRAÎNE LA CHUTE DU SECOND EMPIRE ET PERMET L'UNITÉ ALLEMANDE.....</b>	<b>19</b>
A. AUX ORIGINES DU CONFLIT, LES AMBITIONS DE LA PRUSSE DE GUILLAUME I <sup>ER</sup> ET BISMARCK .....	19
B. LA FRANCE FACE AUX AMBITIONS PRUSSIENNES : DE L'INQUIÉTUDE À LA GUERRE .....	20
C. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES : CHUTE DU SECOND EMPIRE, NAISSANCE DU DEUXIÈME REICH .....	20
1. <i>La guerre franco-prussienne (1870)</i> .....	20
2. <i>Les conséquences de la défaite française</i> .....	21
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>21</b>

# CHAPITRE 3. LA FRANCE ET LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ÉTATS PAR LA GUERRE ET LA DIPLOMATIE

1-2. Titres

Manuel p.140-163

## Introduction

3-4. Introduction + Guerre de Crimée

L'Empire n'est pas la paix, comme en témoigne la succession des conflits, de la guerre d'Italie à la défaite de 1870 en passant par celle du Mexique. L'Empereur s'intéresse, au cours de son règne, de plus en plus à la politique internationale<sup>39</sup>.

Mais la politique étrangère est aussi une affaire intérieure car les victoires flattent la fibre patriotique des Français<sup>40</sup>. Ce chapitre vise à montrer le rôle de la France lors de la construction des unités italienne et allemande -*Repères p.142-143. La construction de deux nouveaux États, 1848-1871 (cartes + chronologie)*. Cette politique d'unification est menée par des régimes monarchiques qui s'appuient sur le mouvement des nationalités, la guerre et la diplomatie.

## I. La participation du Second Empire à la marche vers l'unité italienne

5-6. Sommaire I + Carte + Chronologie + Vidéo

*Cours 1 p.144-145. L'unité italienne, 1859-1870*- En 1848, l'Italie demeure un territoire morcelé entre plusieurs États, dont certains sous domination autrichienne -*Carte 1 p.142. L'Europe en 1850 + carte 3 p.143. Les étapes de l'unité italienne + Chronologie p.143*. L'échec des révolutions démocrates fait du roi de Piémont-Sardaigne, Victor Emmanuel II - *Biographie p.144*, le pivot du projet d'union de la Nation italienne -*Nation : vocabulaire p.145*. Seul souverain libéral de la péninsule, son royaume devient le refuge des militants du *Risorgimento* - *Vocabulaire p.145*.

### A. La guerre contre l'Autriche (1859) offre la Lombardie au Royaume de Piémont-Sardaigne... et Nice et la Savoie à la France

Au congrès de Paris qui a réglé la fin du conflit avec la Russie (1856), la question italienne a été posée par Cavour -*Biographie p.144*, représentant du roi de Piémont-Sardaigne <sup>41</sup>, qui dénonce dans un mémorandum la situation insupportable de l'Italie soumise à l'Autriche des Habsbourg. Cette cause est chère à l'Empereur car elle fait prévaloir un principe national, et renoue avec la tradition révolutionnaire et napoléonienne<sup>42</sup>. Dans une brochure intitulée *L'Empereur et l'Italie* (1859), il proclame les droits des nationalités et prône une confédération italienne. Et quand, le 27 avril 1859, les troupes autrichiennes

<sup>39</sup> Par exemple en réalisant le projet déjà ancien du canal de Suez en Égypte.

<sup>40</sup> La guerre de Crimée (1853-1856) illustre les premiers pas de cette nouvelle politique étrangère. Malgré de lourdes pertes, le succès final des Français, alliés aux Sardes (Royaume de Piémont-Sardaigne), aux Anglais et aux Ottomans, est une grande victoire pour l'Empereur. Certes la France n'y gagne aucun avantage territorial mais le seul fait que le congrès de la paix ait lieu à Paris et qu'on y débattre de l'ordre européen est une revanche éclatante sur le congrès de Vienne.

<sup>41</sup> Il assiste au traité en qualité d'allié de la France et de l'Angleterre.

<sup>42</sup> Ce que l'empereur imagine pour l'Italie, c'est le projet d'une confédération d'États placée sous la présidence honoraire du pape Pie IX. Car Napoléon III, qui s'appuie sur les catholiques en politique intérieure, n'entend pas sacrifier les États de l'Église que des soldats français protègent depuis 1849.

## 7. L'armistice de Villafranca

pénètrent en Piémont, Napoléon III entre alors en guerre aux côtés du royaume de Piémont-Sardaigne, remporte rapidement les victoires de Magenta (4 juin) et de Solférino (24 juin), qui aboutissent à l'armistice de Villafranca (11 juillet) :

- Le duché de Savoie et le comté de Nice sont rattachés à la France après un plébiscite favorable les 15 et 23 avril 1860<sup>43</sup> -*PDP#13. Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France, p.148-149.*
- L'Autriche cède la Lombardie à Napoléon III qui la rétrocède au Piémont. La question italienne n'est pas pour autant réglée : la Vénétie reste autrichienne, le pape conserve ses États et le Royaume des Deux-Siciles perdure.

## B. L'achèvement de l'unité italienne et ses limites

### 8. Chronologie

Troublé par la violence du champ de bataille, la contagion révolutionnaire en Italie centrale, les réserves des hommes d'affaires et des catholiques et les inquiétudes des puissances Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Napoléon III renonce à poursuivre l'avantage acquis. Mais la guerre menée contre l'Autriche en 1859 a attisé le sentiment national -*Vocabulaire p.145 + De la source à l'histoire. Comment la peinture des Macchiaioli...* : les duchés de Toscane, de Parme et de Modène se soulèvent et, à la suite des plébiscites des 11 et 12 mars 1860, sont rattachés au royaume de Piémont-Sardaigne.

En 1860, Garibaldi -*Biographie p.144* se lance à la conquête du Sud à la tête d'une armée de volontaires, les Chemises rouges -*Histoire de mots p.144*. Bien qu'ardent républicain, il s'entend avec Victor Emmanuel II<sup>44</sup>, et après l'exil du roi des Deux-Siciles<sup>45</sup>, la Sicile et Naples votent leur rattachement au Piémont. La Chambre des députés élue en janvier 1861 proclame le 17 mars Victor-Emmanuel II roi d'Italie.

En 1866, la guerre austro-prussienne permet à l'Italie d'obtenir la Vénétie : la France négocie ce territoire contre sa neutralité dans le conflit, puis le rétrocède au royaume d'Italie.

Napoléon III envoie des troupes pour assurer la défense de Rome, et il signe une convention avec le royaume d'Italie où Victor-Emmanuel II s'engage à préserver les États du pape<sup>46</sup>. Mais à la chute de l'empire français (1870), les troupes italiennes s'emparent de Rome, qui devient la capitale de l'Italie désormais réunifiée.

### 9. Limites : schéma + Extrait Le Guépard

Toutefois, l'unification précède l'unité nationale, et bien que le gouvernement multiplie les mesures destinées à forger une conscience nationale -*Paragraphe C3 p.145. Fabriquer des Italiens*, le projet national italien rencontre des difficultés -*Passé/Présent p.152-153. Pourquoi l'unité italienne est-elle toujours en débat* :

- Certains perçoivent l'unification comme une annexion, en contestant notamment la régularité des plébiscites.
- D'autres déplorent que l'unification se soit réalisée contre l'Église.
- Le choix du suffrage censitaire<sup>47</sup> nuit à l'adhésion des populations au régime politique.
- Des révoltes éclatent dans le sud de l'Italie contre les impôts royaux et l'aggravation des inégalités sociales -*Pour aller plus loin p.145*, comme la « révolte des brigands », qui voit les paysans pauvres prendre les armes et occuper les terres, avant que la répression ne s'abatte sur eux en 1863.

## C. L'unification italienne est aussi une question de politique intérieure française

La France de Napoléon III entreprend de briser l'ordre établi en 1814-1815 par les traités de Vienne sur les ruines du Grand Empire, et de promouvoir une recomposition territoriale de l'Europe respectueuse du principe d'autorité tout en se montrant attentive aux vœux des peuples. Dans ces conditions, rien

<sup>43</sup> C'est un triomphe électoral à Nice : 25 933 « oui » contre 160 « non », et en Savoie : 130533 « oui » et 235 « non ».

<sup>44</sup> La rencontre des deux hommes à Teano le 26 octobre 1860 symbolise cette alliance.

<sup>45</sup> François II (un Bourbon)

<sup>46</sup> À plusieurs reprises (1862, 1867), Garibaldi est empêché de s'en emparer -*Le saviez-vous ? p.145.*

<sup>47</sup> Seuls 2% de la population italienne a le droit de vote.

d'étonnant à ce que la question italienne devient une question de politique intérieure autant que de politique étrangère.

**10-11. PDP#13** L'annexion provoque une profonde et double satisfaction aux Français : à l'accroissement du territoire, s'ajoute la satisfaction d'avoir modifié la carte des frontières imposées par les traités de 1815 -*PDP#13. Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France, p.148-149.*

Malgré ses efforts pour maintenir les États pontificaux, Napoléon III se voit reprocher par les catholiques les soulèvements contre le pouvoir pontifical : choqués par la politique italienne, des membres du bas clergé mènent dans certains diocèses, lors des élections de 1863, une opposition ostensible aux candidats officiels. Quelques-uns parmi eux refusent de chanter les prières publiques en l'honneur de l'Empereur et de sa famille lors des offices dominicaux.

## II. La guerre de 1870 entraîne la chute du Second Empire et permet l'unité allemande

**12-14. Sommaire II + Chronologie, Vidéo, Carte + nationalverein** *Cours 1 p.146-147. L'unité allemande, 1848-1871 + Carte 2 p.143. Les étapes de la construction du Reich allemand + Chronologie p.143-*

L'échec de la révolution de 1848 avait entraîné le rétablissement de la Confédération germanique, dominée par l'Autriche. Mais dans les années 1850, les États germaniques se rapprochent et se démarquent de l'Autriche par des initiatives comme le *Zollverein*<sup>48</sup> -*Vocabulaire p.146*, dominé par la Prusse, ou la création du *Nationalverein* -*doc.2 p.154. Manifeste du Nationalverein*, une association qui défend l'idée d'une nation allemande et d'une unité allemande autour de la Prusse.

### A. Aux origines du conflit, les ambitions de la Prusse de Guillaume I<sup>er</sup> et Bismarck

**15. La guerre des duchés : carte** En 1862, Guillaume I<sup>er</sup> -*Biographie p.147 + Le saviez-vous p.147* charge son chancelier -*Vocabulaire p.146* Otto von Bismarck -*Biographie p.147 et 154* de réformer et moderniser son armée. Avec succès, comme en témoigne la victoire face au Danemark et avec l'aide de l'Autriche dans la guerre des Duchés (1864). Le duché de Schleswig est administré par la Prusse, celui de Holstein par l'Autriche.

**16. La bataille de Sadowa** En 1866, Bismarck prétexte « une mauvaise gestion » du Holstein par l'Autriche et l'envahit, déclenchant ainsi la guerre austro-prussienne. La bataille de Sadowa marque la victoire de la Prusse, et débouche sur la dissolution de la Confédération germanique. Une Confédération d'Allemagne du Nord -*Vocabulaire p.155* est mise en place en 1867, dirigée par le roi de Prusse -*doc.4 p.155. Vers l'unité allemande*. Sa Constitution prévoit un *Reichstag* (Parlement) élu au suffrage universel et un *Bundesrat* (Conseil fédéral) composé d'ambassadeurs désignés par les différents États. Hors confédération, les États du Sud signent un ensemble d'accords économiques et militaires qui les lie à la Prusse.

Après Sadowa, Napoléon III exprime, après Mazarin (1648) et Talleyrand (1814)<sup>49</sup> en leur temps, sa crainte de voir naître un grand ensemble unifié allemand<sup>50</sup>.

<sup>48</sup> Union douanière composée de 25 États germaniques à l'exception de l'Autriche, le *zollverein* permet une étroite collaboration de ses membres, organise la redistribution des produits de droits de douanes et instaure une monnaie unique -*doc.3 p.154. Le thaler prussien, monnaie du Zollverein.*

<sup>49</sup> « Qui peut prévoir si une masse comme celle des Allemands, rassemblés en un tout, devenait agressive ? Qui peut dire où s'arrêterait un tel mouvement ? »

<sup>50</sup> À l'égard de l'Allemagne, la position française est ambiguë : c'est une formule réaliste qui a la préférence de Napoléon III avec la Prusse, unifiant l'Allemagne du Nord, la Bavière, l'Allemagne du sud et un troisième ensemble autrichien ; une unification sous la conduite de la Prusse ne serait acceptable qu'en échange d'une compensation, comme la cession du Luxembourg... Mais la transaction échoue.

## B. La France face aux ambitions prussiennes : de l'inquiétude à la guerre

### 17. Litige franco-prussien

C'est dans ce contexte qu'un litige voit le jour entre Français et Prussiens, au sujet de la succession espagnole. Le dimanche 3 juillet 1870, une dépêche télégraphique de l'agence Havas annonce à Paris la candidature du prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi de Prusse sur le trône d'Espagne. L'équilibre du concert européen est-il véritablement menacé par cette possible reconstitution de l'empire de Charles Quint ? C'est surtout une véritable provocation à l'égard de la France et de son Empereur, qui voit en l'Espagne un débouché prometteur pour les produits français et dans une politique plus offensive vis-à-vis de l'Allemagne une occasion de conforter la popularité du régime. La France exige aussitôt le retrait de ce candidat. Tout en conduisant des négociations secrètes avec l'Espagne et Guillaume I<sup>er</sup>, le gouvernement commence discrètement les préparatifs de guerre en rappelant les généraux, les officiers et les soldats d'Algérie.

Après cette courte crise internationale<sup>51</sup>, la guerre est formellement déclarée le 19 juillet. Entre-temps les quatre États du Sud de l'Allemagne, dont la France pouvait peut-être encore espérer la neutralité, se sont rangés du côté de la Prusse *-doc.5 p.155. « Soyons unis ! »*. La guerre devient une guerre franco-allemande et non plus un conflit entre la France et la Prusse. La France ne peut compter sur aucun allié : ni l'Angleterre, ni la Russie ni l'Autriche ne souhaitent intervenir.

La situation de l'armée française est fragile : son organisation qui n'a pas évolué depuis la guerre en Italie, ses moyens n'ont été ni augmentés ni modernisés, malgré une tentative de réforme en 1868, dont les effets sont restés limités<sup>52</sup>.

### 18. Marie Sass + texte S. Aprile

L'opinion des Français, passé l'effet de surprise, semble majoritairement acquise à la guerre. À Paris, les démonstrations patriotiques se multiplient ; on chante la *Marseillaise* dans les rues, chant interdit sous l'Empire mais qui retrouve ici sa fonction première de chant militaire. L'Empereur a lui-même dès le 14 juillet, autorisé la cantatrice Marie Sass à chanter l'hymne guerrier à l'Opéra de Paris, drapée dans le drapeau tricolore. Les rapports de police enregistrent de nombreux « À Berlin ! », « À bas la Prusse ! ». Les manifestations pacifistes sont marginales<sup>53</sup>. En province, l'opinion semble plus partagée et prudente, notamment dans les départements de l'Est, particulièrement exposés à la menace prussienne.

## C. La guerre et ses conséquences : chute du Second Empire, naissance du deuxième Reich

### 1. La guerre franco-prussienne (1870-1871)

#### 19. Carte + texte

Napoléon III a décidé d'exercer lui-même le commandement en chef de l'armée, pour des raisons politiques. La ferveur nationale et militaire grandit lorsque les troupes françaises gagnent leur premier combat à Sarrebruck. L'enthousiasme est à son comble : on illumine dans toutes les villes et l'on défile. Mais les défaites commencent à se multiplier en Alsace et en Lorraine.

Le soutien des Français s'étioule très vite cependant, et dès le 9 août, au lendemain de la défaite de Forbach - une foule de dix à trente mille manifestants se rassemble bruyamment devant le Palais-Bourbon et réclame la déchéance de l'Empereur. Des incidents éclatent également à Toulon, à Marseille, à Mâcon, à Montpellier, au Creusot. À Limoges on crie « Vive la République ». La loi martiale rétablit provisoirement

<sup>51</sup> Le 12 juillet, un communiqué annonce le retrait de la candidature Hohenzollern. L'Empereur rédige une réponse où il exige d'un ton ferme des garanties, qui lui sont refusées par la fameuse dépêche d'Ems (14 juillet) *-Le saviez-vous p.147.*

<sup>52</sup> Sadowa marque la prise de conscience par l'Empereur de la nécessité urgente d'une réforme militaire, mais sa volonté de substituer le système prussien de service militaire universel au système français de tirage au sort se heurte à un véritable tollé, de la part de la droite orléaniste de Thiers, favorable à une armée de métier et des républicains, hostiles aux armées permanentes et pour la plupart pacifistes.

<sup>53</sup> La gauche républicaine, qui a tenté de peser dans un sens pacifiste lors de la crise qui a précédé le conflit, s'est finalement ralliée à la guerre. Le 15 juillet, on compte finalement 245 votes pour les crédits de guerre, 10 contre et 7 abstentions de vote. Le 18, on vote à l'unanimité, les suppléments de crédits et une augmentation du contingent. Seule une fraction de l'extrême-gauche reste fidèle à son opposition irréductible à la guerre. La Réforme sociale publie encore le 31 juillet 1870, un appel de la fédération ouvrière rouennaise aux travailleurs de Prusse et d'Espagne.

## 20. Le crime de Hautefaye

le calme, mais les campagnes sont gagnées par toutes les craintes : celle de la défaite, celle du retour des anciens temps, comme en témoigne le 16 août, le massacre de Hautefaye en Dordogne<sup>54</sup> qui a fasciné historiens et contemporains.

## 19. Carte + texte

Le territoire français est envahi et l'armée du Rhin est repoussée. La déroute, qui tient autant à la supériorité technologique et stratégique de la Prusse qu'à l'inhabileté française, entraîne la retraite de l'armée du Rhin. Mais l'armée française est acculée dans la cuvette de Sedan, le 31 août, où Guillaume I<sup>er</sup> demande la capitulation de l'armée. Napoléon III se constitue prisonnier.

## 2. Les conséquences de la défaite française

### a. La chute du Second Empire

La nouvelle de la défaite est placardée au soir du 3 septembre dans les rues de Paris et connue en province le lendemain. À la stupeur<sup>55</sup>, se mêle dans les grandes villes une hostilité à l'Empereur qui est jugé responsable de la défaite<sup>56</sup>. À Paris, le 4 septembre, le climat est insurrectionnel. Au Corps législatif, les bonapartistes et ceux qui craignent une nouvelle révolution tentent de trouver une alternative à la proclamation de la République<sup>57</sup>. La gauche réclame la déchéance de l'Empereur et de sa dynastie, soutenue par la foule qui envahit l'Assemblée. Léon Gambetta rédige la motion de déchéance qu'acclame la foule. Un même cri retentit d'un bout à l'autre de la salle : « Vive la République ». Aucune violence n'a lieu, il n'y a ni barricade, ni coup de feu.

## 21. 4 septembre 1870

Comme en février 1848, la foule conduit Jules Favre et Gambetta jusqu'à l'Hôtel de Ville. Mais il faut assumer une défaite militaire. Le titre qu'adopte le nouveau gouvernement traduit cet état de fait : il se désigne comme Gouvernement de défense nationale. À sa tête est placé le général Trochu, commandant militaire de Paris. Ce n'est pas un républicain mais un orléaniste. La IIIe République naît sous des auspices bien différents des deux précédentes. Quelle république s'annonce ici ? De la monarchie limitée, après 1815, à la république limitée de 1870, la boucle semble bouclée et la révolution achevée au sens où elle semble déchu de son rôle fondateur.

### b. La naissance du deuxième Reich

## 22. PDP#14

Suite à leur victoire commune sur la France, les représentants des États allemands<sup>58</sup>, font le sacrifice de leur indépendance. *PDP#14. Bismarck et le Reich*- Sur une idée de Bismarck, ils confèrent au roi de Prusse le titre d'empereur, sous le nom de Guillaume I<sup>er</sup>, intronisé à la tête du deuxième Reich<sup>59</sup> le 18 janvier 1871 dans la galerie des glaces de Versailles. Pendant que les Allemands triomphent à Versailles, Paris, poursuivant la guerre à outrance avec Léon Gambetta, résiste au siège de leurs armées. Mais les Français sont contraints de signer un armistice le 28 janvier. Ils se voient imposer la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Cette annexion interdit toute réconciliation entre la France et le nouvel empire d'Allemagne et scelle un différend que seule la Grande guerre pourra trancher.

## Conclusion

## 23. Conclusion

*Révisions p.158-159*

*Sujets bac p.160-163*

<sup>54</sup> Cf. le [podcast](#) de France-Culture, et le [dossier](#) de la BNF.

<sup>55</sup> La défaite a déconcerté les Français habitués aux victoires impériales ; les pertes élevées, l'acharnement des combats sont aussi une nouveauté.

<sup>56</sup> La plupart des grandes villes n'attendent pas les réactions de la capitale : un Comité de Salut public est mis en place à Lyon ; à Marseille, l'Hôtel de Ville est investi...

<sup>57</sup> Adolphe Thiers propose l'instauration d'une « commission exécutive ».

<sup>58</sup> ...y compris le roi Louis II de Bavière et les rois de Saxe et de Wurtemberg.

<sup>59</sup> Il succède au Saint Empire romain germanique fondé par Otton le Grand et aboli par Napoléon Ier après mille ans d'existence.